

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 17976 - 70ÈME ANNÉE

Le prix du sucre s'effondre en Europe

Pas une minute à perdre pour préparer l'échéance 2017

L'effondrement du prix du sucre en Europe sera une conséquence prévisible de la fin des quotas en 2017. C'est déjà une réalité à cause d'une surproduction cette année. Pour le moment, l'Europe est obligée de d'acheter le sucre réunionnais invendu. Cette protection prendra fin en 2017. Il n'y a plus une minute à perdre pour se donner les moyens de résister.



Les conférences de presse de Paul Vergès mardi et du PCR jeudi avaient mis le doigt sur deux éléments nouveaux pour les planteurs de cannes à sucre. En Europe, le prix du sucre de betterave s'est effondré à cause d'une abondante récolte, la France prévoit de produire plus de 5 millions de tonnes pour cette campagne. Par ailleurs, les producteurs européens se donnent l'objectif d'être aussi compétitifs que ceux du Brésil. C'est un avant-goût de la concurrence que les Réunionnais devront affronter en 2017. Le 6 mai dernier devant les députés de la Délégation des Outre-mer, le président de Tereos Océan Indien avait expliqué ce à quoi il faut s'attendre après la fin des quotas. Extraits de son audition :

«La suppression des quotas permettra aux sucriers européens de produire sans limite. D'après les prévisions de la Commission européenne, publiées en décembre 2013, cette production augmentera fortement dès lors que la limitation des quotas aura disparu. (...)

Du fait de la fermeture de 45% des sucreries européennes et de l'allongement de la campagne sucrière, les sucreries en Europe produisent aujourd'hui 170.000 tonnes de sucre et l'Europe des Quinze, qui est la plus performante, en produit 207.000. En quelques années, la production européenne est devenue deux fois plus importante que la production réunionnaise. (...)

Les prix pratiqués en Europe seront ceux du marché mondial, ce qui offrira à l'Europe la possibilité d'importer des quantités de sucre très importantes, notamment dans le cadre des accords avec les PMA (pays les moins avancés) et les pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) qui autorisent, depuis 2009, un accès sur le marché européen sans quotas et sans droits. (...)

Tous les sucres que l'on trouve sur les marchés en Europe sont vendus à des prix en relation avec le prix du sucre blanc. Or, le prix du sucre blanc, déjà en baisse, pourrait s'effondrer et

converger vers les prix pratiqués sur les marchés mondiaux. De même, le prix des sucres spéciaux pourrait subir une baisse parallèle. (...)

Dans le domaine du sucre blanc, la compétition repose sur le seul coût du produit. Sont éliminés les producteurs qui proposent les prix les plus élevés. C'était le cas, en 2005, pour les 45% des entreprises qui produisaient du sucre de betterave et qui ont fermé. (...) »

Si cette année, le sucre réunionnais ne trouve pas preneur, l'Union européenne est obligée de l'acheter au prix d'intervention qui est fixe et supérieur au cours mondial. Cette garantie saute en 2017.

Pour préserver l'avenir, seule une subvention d'un niveau exceptionnel versé tous les ans permettra de compenser l'écart structurel entre les producteurs français et réunionnais. François Hollande s'était engagé à plaider la demande auprès de l'Union européenne, pour qu'elle autorise la France à donner cette subvention. Un mois et 6 jours après la déclaration du président de la République, toujours pas de réponse. L'inquiétude grandit, et elle concerne toute l'île car la canne à sucre, ce sont des exploitations dans 23 communes sur 24, et des emplois dans toutes les villes de La Réunion.

Après cette coupe, il en restera 2 autres avant la fin du quota. Les événements en Europe soulignent bien l'urgence :

M.M.

Au rassemblement de Champ-Fleuri

De nombreux appels à l'union et la solidarité du peuple réunionnais face à toutes les barbaries

Un large rassemblement a eu lieu ce vendredi après-midi sur la Place des Droits de l'Homme à Champ-Fleuri (Saint-Denis) à l'appel d'Houssen Amode, président du Conseil Régional du Culte Musulman, et de Nassimah Dindar, présidente du Conseil Général, «pour dénoncer les actes barbares des terroristes» suite au crime commis cette semaine en Algérie.



Paul Vergès a notamment souligné «l'importance de l'initiative prise par les organisateurs de ce rassemblement».

Cette cérémonie, à laquelle ont participé environ deux cents Réunionnaises et Réunionnais très divers sur le plan religieux et politique, a été organisée «en résonance à celle conduite au même moment par le Conseil Français du Culte Musulman, devant la Grande Mosquée de Paris».

Idriss Issop-Banian, président du Groupe de Dialogue Inter-religieux de La Réunion (GDIR), a animé la rencontre en donnant la parole à Houssen Amode, Isnelle Gouljar (présidente de la Ligue des Droits de l'Homme à La Réunion), Nassimah Dindar, Fabienne Couapel-Sauret (vice-présidente à la Région), Paul Vergès (sénateur communiste), Mgr Gilbert Aubry (évêque de l'Église catholique à La Réunion), le Swami Adwayananda de l'Ashram du Port, Sultanah Kadeth (poétesse, «Réunionnaise de cœur») et Jean-Marie Jean-Philippe (responsable de l'association des «Enfants de la Creuse»). Le président du GDIR a conclu ces interventions en appelant les Réunionnais «à construire notre vivre ensemble et un monde

humain face à la barbarie qui est en train de gagner le monde».

De fait, les divers intervenants ont plaidé dans le même sens en lançant de nombreux appels à l'union et la solidarité du peuple réunion-

nais face à toutes les barbaries et en soulignant notamment «l'importance de l'initiative prise dans ce sens par les organisateurs de ce rassemblement», comme l'a dit Paul Vergès. Ce fut également le cas, par exemple, de Mgr Gilbert Aubry, qui a rappelé que «nous sommes un peuple arc-en-ciel» et qui a souhaité que «nous nous mettions ensemble pour lutter en faveur des quatre piliers de la paix: l'amour, la vérité, la justice et la liberté».

Ce rassemblement très chaleureux et symboliquement fort s'est terminé par la proclamation par les représentants du GDIR de «la prière réunionnaise universelle pour la paix». Cette prière, qui prône notre libération «des passions mauvaises», émet le vœu que «les Chefs d'État, les diplomates et les militaires (...) en étant au service de leurs peuples assurent en même temps le bien commun de toutes les nations». Y compris La Réunion...

Correspondant



Ce rassemblement très chaleureux et symboliquement fort s'est terminé par la proclamation par les représentants du GDIR de «la prière réunionnaise universelle pour la paix».

Edito

Les planteurs de cannes doivent examiner toutes les hypothèses de la crise et tant mieux si le miracle présidentiel surgit en cours de réflexion

Une nouvelle Convention Canne doit être rédigée car l'actuelle est arrivée à expiration. Trois acteurs en sont signataires : les planteurs, l'usiner et l'État. Les planteurs sont responsables de la production de la matière première. Leur rôle est de fournir un produit de qualité. Le cahier des charges est clair. Des efforts ont été entrepris pour obtenir un rendement moyen de 138kg de sucre par tonne de cannes. L'usiner doit payer en conséquence de cette fourniture. Il a déjà déclaré qu'il ne pourra rien garantir pour la période « après 2017 ». En clair, l'État, devra compenser le manque à gagner issu de l'alignement sur le cours mondial. C'est pourquoi l'annonce de Hollande, décideur suprême de l'État, était attendue. Il a dit son accord sous réserve de l'acceptation par l'Union européenne. Cela fait maintenant plus d'un mois.

Et si Bruxelles est négatif dans sa décision, on fera quoi ? Hollande n'a pas développé cette hypothèse et ses conséquences. Pourtant, elles sont incluses dans sa réponse. Quand on étudie des solutions à un problème, on examine tous les cas. Or, les planteurs devraient être sur leurs gardes car si dans quelques jours la réponse est négative, Hollande va l'utiliser comme paravent, et ce sera fini pour une économie

de deux siècles qui a façonné notre histoire et notre environnement. Bref, le silence actuel n'est pas bon signe.

En effet, Hollande, et avant lui, Sarkozy, ont montré que quand il faut lancer la machine de guerre au Nord du Mali, en Irak, en Syrie ou en Libye, le chef de l'État Français décide, sans attendre les autres pays européens. Hollande a même déclaré qu'il avait fourni des armes aux opposants d'un État souverain, la Syrie, et ce, sans disposer de l'accord de ses pairs. Dans le cas de la filière canne, il n'a pas décrété la mobilisation maximale pour éviter une catastrophe.

Depuis l'accord scélérat de 1969 les planteurs sont mis devant le fait accompli. Il vaut mieux anticiper sur plusieurs hypothèses. Et tant mieux si le miracle tant attendu se produit en cours de réflexion !

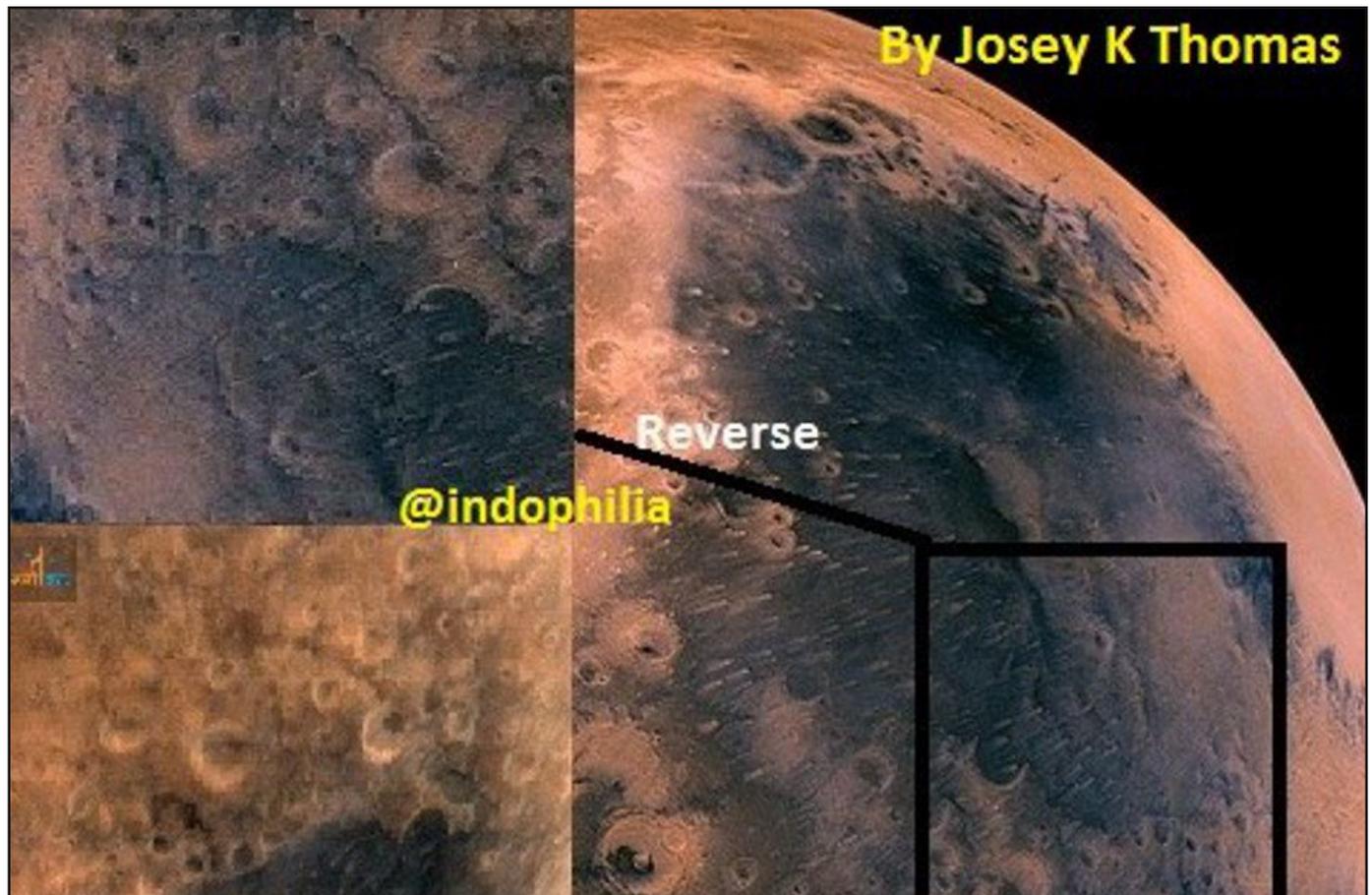
J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
70e année

Directeurs de publication : 1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergés • 1957 - 1964 : Paul Vergés • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud •
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re



Voici les premières photos de la planète Mars envoyée par la sonde indienne, un orbiteur autour de la planète rouge avec un budget inférieur à celui d'un film de science-fiction.

Le monde change

L'Inde envoie une sonde sur Mars

Le satellite indien Mangalyaan est entré en orbite autour de Mars le 24 septembre 2014. Une réussite pour l'Organisation indienne de la recherche spatiale, qui a misé sur des coûts très réduits pour la conception du lanceur et du satellite, en passant par leur fabrication.

Cette avancée indienne rappelle celle des Chinois qui devraient mettre en place une station orbitale d'ici 2018. L'intérêt pour ces deux puissances émergentes est de pouvoir avoir leurs propres données satellites à des coûts contrôlés, sans passer par les satellites occidentaux.

Du « low-cost » dans l'espace

Le but de cette sonde sera de mesurer la teneur en méthane de l'atmosphère martienne, mais surtout faire la démonstration du savoir-faire de l'ISRO, l'agence spatiale

indienne. En effet, cette mission aura coûté « moins cher que le film Gravity » a raillé le Premier ministre, Narendra Modi. Cette différence place l'Inde en concurrence directe avec les entreprises privées, qui proposent des lancements à prix cassés, par rapport aux acteurs institutionnels.

« L'Inde a réussi à atteindre Mars. Félicitations à vous tous, au pays tout entier. L'histoire s'écrit aujourd'hui », a déclaré le Premier ministre indien, Narendra Modi, depuis le siège de la mission pilotée par l'agence spatiale indienne (ISRO) à Bangalore dans le Sud du pays. La sonde Mars Orbiter Mission (MOM), avait décollé le 5 novembre 2013, pour être placée avec

succès en orbite de la planète rouge dans la nuit de mardi à mercredi.

Conçue et produite en un temps record et avec un budget réduit, cette sonde fait de l'Inde, le premier pays asiatique à atteindre Mars. Seuls les États-Unis, la Russie et l'Europe avaient réussi à aller jusque là. Avec un budget de 74 millions de dollars, la mission indienne n'a coûté qu'une fraction de la sonde Maven de la Nasa placée en orbite de Mars avec succès dimanche 21 septembre.

« Nous avons réussi à notre première tentative. L'ISRO a conçu cet engin spatial en un temps record de trois ans, chaque Indien est fier de vous », a indiqué le Premier mi-

nistre, ce dernier a souligné que le montant de cette mission était inférieur au coût du film de science-fiction « Gravity » produit à Hollywood, et estimé à 100 millions de dollars. La NASA américaine a félicité l'ISRO, « Mars Orbiter rejoint les missions étudiant la planète rouge », a indiqué l'agence américaine sur les réseaux sociaux.

Puissances économiques, la Chine et l'Inde font la course dans le domaine spatial. D'un côté, l'Inde devient le pionnier en matière de coûts de construction et d'envoi de sonde spatiale, et pour être parvenu jusqu'à la planète Mars. Le pays n'est pas novice et avait d'ailleurs lancé 40 satellites pour des nations étrangères depuis le lancement de son programme spatial, il y a cinquante ans.

Chine-Inde, deux émergents dans l'espace

Toutefois, pour concurrencer la Chine, les Indiens avaient prévu de lancer leur mission après l'annonce par le gouvernement chinois de l'échec de leur mission sur Mars en 2011. Cependant, malgré ces couacs, la Chine lance des satellites de tailles plus importantes et est parvenue à deux reprises à toucher la Lune. La Chine a fêté les dix ans de son premier vol spatial habité en 2014.

Le pays prévoit de posséder une station orbitale permanente aux alentours de 2022, à l'époque où la Station spatiale internationale (ISS) aura probablement cessé d'être exploitée. D'ici là, Pékin compte mettre en orbite dans deux ans un module qui servira de laboratoire, baptisé Tiangong-2 (« Palais céleste »). Ensuite, vers 2018, la Chine prévoit de mettre en orbite un module expérimental de station spatiale, quatre ans avant la station finale.

L'enjeu pour les deux pays est principalement économique. En effet, « un satellite permet d'établir des réseaux de téléphonie plus facilement et moins cher que par voie terrestre. Il permet d'informer les agriculteurs des prévisions météo, des cours des fruits et légumes. Il permet d'anticiper des catastrophes naturelles, mais aussi d'organiser du télé-enseignement dans les bourgs isolés », a expliqué Gopal Roaj, auteur de Histoire du programme spatial indien, rapportait RFI, en 2009.

Céline Tabou

Baisse du pouvoir d'achat à cause de la crise

1.500 euros de moins en cinq ans

D'après une étude menée par 60 millions de consommateurs, « le pouvoir d'achat recule. Ce n'est pas une surprise. Mais on peut désormais poser un chiffre sur ce recul : - 4 % entre 2009 et 2014 ».



1800 euros de plus par an : ce qui a été obtenu par la lutte en 2009 a été enlevé par le gouvernement.

Ainsi, « ce chiffre signifie que les ménages ont perdu en moyenne près de 1 500 euros de pouvoir d'achat par rapport à 2009 », soit 125 euros par mois. Un montant proche du Revenu de Solidarité Temporaire d'activité et du Bonus COSPAR mis en place pour soutenir les travailleurs pauvres de la Réunion, à hauteur de 150 euros par mois.

Les augmentations de charges liées au logement (loyer, gaz, électricité, etc.) et à la voiture (carburants, réparations, etc.) sont qui pèsent le plus sur le pouvoir d'achat entre 2009 et 2014. Pour 60 millions de consommateurs, « la hausse des carburants correspond à l'augmentation qui a le plus grevé le budget des ménages », soit 335 euros en cinq ans.

L'électricité représente plus de 205 euros par an en moyenne, le gaz, 121 euros et les loyers, 175 euros. L'étude note que « les ménages n'ont guère de prise sur leur situation budgétaire et se retrouvent souvent coincés par des factures sur lesquelles ils n'ont pas la main ».

La hausse des prix des carburants « a frappé indifféremment toutes les catégories de ménages », qui

ont eux d'autres augmentations. En effet, l'augmentation des loyers touche plus les personnes seules et les familles monoparentales.

Tandis que celle du tabac concerne en premier lieu le pouvoir d'achat des jeunes ayant de faibles ressources, des employés ou des ouvriers », a expliqué Emmanuel Masset-Denèvre, économiste à l'INC. « Les propriétaires âgés de plus de 75 ans, ayant de modestes pensions, ont subi de plein fouet les hausses de l'électricité, du gaz et du fioul domestique », a indiqué l'économiste.

Alors que l'organisation 60 millions de consommateurs fait état d'une baisse du pouvoir d'achat de près de 125 euros par mois, à La Réunion, les Réunionnais comptent 150 euros par mois en moins dans leurs porte-monnaie.

La suppression de ces deux aides financières avaient soulevé une vive émotion. Avec un taux de pauvreté de près de 42 %, et de plus en plus de travailleurs pauvres, ces aides apportaient une plus-value aux ménages en difficulté en raison de prix élevés dans l'île.

Céline Tabou

Aujourd'hui à Trois-Bassins

« 1ere Journée de la Transition Citoyenne : Ase gaspiyé, Asé Kozé, Anon Fé »

2 parties : une partie animation de l'espace entre la Mairie et l'Eglise ; une partie réflexion avec 2 Conférences.

La partie animation comprend 3 activités principales :

- Les Femmes Solidaires pour l'Emploi exposeront le résultat de leur travaux de création de produits nouveaux qui proviennent de tissus récupérés.

- Nos adhérentes animeront des stands de dégustation de produits pei, fabriqués mains. Venez prendre votre déjeuner sur place. Une contribution sera demandée.

- Plusieurs femmes de l'association veulent profiter de cet instant pour animer « un vide grenier ». Les gens intéressés prendront contact avec....

La deuxième partie sera consacrée à 2 Conférences ouvertes au public.

- Le matin une Conférence portera sur le gaspillage ; plus précisément, sera posée la question « pourquoi autant de gaspillage alimentaire? » « Nous partirons du vécu des participants, c'est à dire nous-mêmes. Nous ne sommes pas là pour donner des leçons alors que nous le faisons tous, plus ou moins. Notre

démarche relève plus de la prise de conscience citoyenne. Donc ne comptez pas sur nous pour porter un jugement moral ».

- L'après midi, débat sur « l'autosuffisance alimentaire » : les Citoyens responsables doivent s'occuper de « produire ce que nous consommons ». Comment le faire ?

Viens fé ensemble. Assé Koze. C'est cela le contenu de notre slogan : « Asé Gaspiyé, Asé Kozé, Anon Fé ». Le gaspillage peut être transformé en richesse. La prise de conscience du gaspillage nous renvoie à nous-mêmes et à notre façon de vivre. Le gaspillage nous apprend à revenir à une réalité simple : le citoyen doit se prendre en charge. Pour lui, pour son entourage. Asé Kozé. Anon fé ensemble. C'est un appel à la responsabilité. C'est le fil conducteur

de la journée ainsi que la conclusion des débats.

Vers 16h00, un premier bilan pour remercier tous les acteurs et tirer les premières leçons.



À ceux et celles qui souhaitent participer aux 2 conférences , à midi, vous avez la possibilité de prendre un repas concocté à base divers produits pei .

Merci de bien vouloir nous confirmer votre participation et surtout de réserver votre repas* (moyennant contribution) !
0693 911 904 (Isabelle) ou 0692 357 399 (Simone) ou à l'adresse mail = femmesolidaireemploi@gmail.com

Dimanche à Saint-Leu

Journée réunionnaise de la Fraternité

A l'initiative du Groupe de dialogue inter-religieux de La Réunion, rendez-vous samedi au Parc du 20 décembre.

Le GDIR organise en partenariat avec la municipalité saint-leusienne la 6è Journée Réunionnaise de la Fraternité le dimanche 28 septembre au Parc du 20 DECEMBRE à Saint Leu, de 10h à 17h.

La Journée Réunionnaise de la Fraternité concept initié en 2009 par le GDIR se situe entre deux dates marquantes au plan international décidées par les Nations Unies : la journée internationale de la paix du 21 septembre et la Journée internationale de la non-violence du 2 octobre correspondant à

l'anniversaire de naissance de Gandhi.

Par l'institution de cet évènement annuel le GDIR témoigne de la poursuite de son objectif majeur : contribuer à édifier une société réunionnaise harmonieuse et fraternelle basée sur l'accueil et le respect de l'Autre quelle que soit sa différence.

Par l'Appel à la Fraternité proclamé en 2009 le GDIR invite les Réunionnais à prendre conscience de la nécessité de consolider et d'exalter notre vivre ensemble qui

est le socle vital sur lequel se construit chaque jour notre destin commun.

La Journée Réunionnaise de la Fraternité donne l'occasion aux familles d'horizons divers de se rencontrer pour mieux se connaître, se comprendre, échanger et partager dans l'estime et la convivialité. C'est sa vertu pédagogique.

Nous comptons sur la participation d'un large public à cette 6è édition qui est un pas de plus sur le chemin de notre fraternelle unité.

Le Sénat à droite ce dimanche !

Pour la première fois de son histoire, le Sénat passait à gauche le dimanche 25 septembre 2011 bouleversant le paysage politique national. Cette victoire était la suite logique de la vague rose aux municipales de mars 2008. Le 1er octobre, Paul Vergès avait présidé la séance inaugurale. Un discours de haute tenue ovationné qui restera dans les mémoires.

Ce dimanche 28 Septembre aura lieu le renouvellement de la moitié de la Haute Assemblée. Tous les observateurs politiques s'accordent à dire que l'Institution passera à nou-

veau à droite. La débâcle du PS aux dernières municipales, ses divisions, l'absence de solutions du Gouvernement aux graves problèmes que connaît le pays, l'impopularité grandissante du Président de la République et celle de son 1er ministre... etc en sont quelques-unes de ces raisons.

Les résultats de cette élection ne seront pas sans conséquence politique. Et à mon grand étonnement, cette échéance ne semble pas intéresser les médias réunionnais, préférant accorder leur attention aux ladi lafé, à Cyril Hamilcaro, à

nos petits moralisateurs patentés, ou encore aux gesticulations de la maire revancharde de Saint-Paul, ou encore à la Miss de la Possession, et j'en passe.

Les manifestations des jeunes dans diverses communes et l'exécution du français Hervé Gourdel par des djihadistes, j'en conviens, sont des événements sur lesquels nous devons avoir tous une attention particulière. Mais quand même !

**Paul Dennemont
Saint-André**

Combattre la précarité des jeunes c'est possible

Nous ne pouvons qu'être alarmés du désespoir des jeunes qui sont devenus les exclus de notre société. Voilà des générations sacrifiées à l'autel de l'austérité prônée par la Commission Européenne, la Banque Centrale Européenne, le Fond Monétaire International, des institutions politiques et de certains syndicats en France sur fond de crise économique et de la soi-disant dette publique. L'avenir de nos jeunes est bien morose.

Les chiffres sont là : le taux record de l'Union Européenne du chômage des jeunes est détenu par la région Réunion où 6 jeunes sur 10 sont au chômage et où plus de 44 % de la population ont moins de 30 ans. En France, sur les 25 % de jeunes actifs de 15 à 24 ans sans emploi, 21 % d'entre eux vivent en-dessous du seuil de pauvreté contre 13 % de l'ensemble de la population. A La Réunion, les jeunes de moins de 30 ans ont un niveau de vie inférieur à l'ensemble de la population (moins de 735 euros par mois) et ceux de plus de 26 ans sont aussi touchés par le chômage. Aussi, l'emploi devient une urgence sociale à traiter dans les meilleurs délais par l'État, les collectivités et les entreprises. La révolte des jeunes est compréhensible. La plupart sont diplômés. D'autres, sans diplômes, veulent suivre des formations pour travailler. Ils en ont marre d'être au chômage. Et quand ils trouvent un travail, qu'est-ce qu'on leur propose ? Des emplois précaires d'une

durée de un à 6 mois. Nous constatons que la pauvreté et les inégalités s'installent de plus en plus. Résultat : « la France est avec l'Espagne, un des pays d'Europe où ces deux paramètres ont le plus progressé depuis cinq ans. En freinant l'activité économique, la sévère politique d'austérité ne contribue guère à faciliter la vie des chômeurs et précaires. Ainsi, de 2008 à 2009 (d'après la revue Alternatives économiques de novembre 2013) 500 000 emplois ont été détruits dans le secteur marchand. Les intérimaires et les salariés en contrats à durée déterminée ont été les premiers sacrifiés.

L'aggravation de la crise de la zone euro a provoqué une nouvelle dégradation du marché du travail en France. C'est le secteur industriel qui a payé le plus lourd tribut avec la disparation de plus de 370 000 emplois en cinq ans. Le secteur du bâtiment a aussi subi des pertes (- de 100 000), l'emploi public a chuté » avec la suppression de milliers de poste depuis l'ère présidentielle précédente ». Bref, les plus touchés ce sont les jeunes qui n'ont plus de perspectives d'avenir.

Aujourd'hui, voilà ce qu'on leur propose (cette liste n'est pas exhaustive) : des emplois précaires, la mobilité vers d'autres pays pour trouver du travail, la flexibilité qui engendre du travail intérimaire et des CDD. Toutes ces mesures ne sont pas faites pour garantir aux

jeunes ni un emploi ni un salaire stable ce qui va les freiner pour créer une famille et investir dans un bien immobilier. F. Hollande lors de sa visite a annoncé 40 000 contrats d'avenir pour la Réunion avec une participation de 90 % de l'État (au lieu de 75 %), les 10 % restant à la charge des collectivités. Mais combien de maires ont embauché ? Quand cesseront les politiques politiciennes qui font que les maires d'autres mouvances politiques boudent ces contrats ? Par ailleurs, en France, après le pacte de responsabilité qui a fait des cadeaux fiscaux aux grandes entreprises (baisse de la TVA et des charges des cotisations sociales...), le représentant du MEDEF veut maintenant des salaires en-dessous du SMIC, alors que son salaire a augmenté de 30 % en un an ! De plus, avec les primes, les stock-options et les dividendes de la plupart de ces patrons il serait possible de créer des milliers d'emplois au SMIC tous les ans ! Ce qui relancerait la croissance. Cherchez l'erreur. Enfin, travail précaire, égal vie précaire et générations kleenex ! C'est normal que les jeunes se mobilisent car ils veulent vivre dignement. Je vous invite à visiter la page Facebook « jeunes du 974 debout » créée par des jeunes suite aux dernières manifestations. N'oublions pas que les jeunes sont l'avenir d'un pays. Alors, aidons-les à s'en sortir.

Gabrielle Marie

Oté

Odrémié ni fé nou mèm

Kan bann dépité an 1946, lo 19 mars, la vot la lwa si la départmantalisasyon, zot i koné kissa i lé lo bann dépité, zis po rafréshi la mémwar. Lavé pou la Martinik Aimé Césaire ék Léopold Bissol, pou la Guadeloupe Eugénie Eboué-Tell, pou la Guyanne Gaston Monerville é pou la Rényon Léon Lepervanche èk Raymond Vergès. Zot l'intansyon an promié l'été sirtou pou ral anou douseman, douseman vèr l'égalité. Konm zot té i di zot mèm « in aspirasyon a l'égalité ». Lo bi l'été déza fé lo ratrapaz èk lo bann départman fransé é zapré ti lanp-ti lanp ni avansé dan nou dévlopman. Zot té i vé l'égalité total par l'fèt. Nou té i sort dan lo sistèm kolonial, nou té konplètman démini, l'ékol lavé pwin tanksa, shomin té ti-bout par ti-bout, l'opital té rar, maladi té i trinn, bann ti z'anfan té i mor an nésan, lavé la misèr partou é bann dépité la désid vot in lwa pou mèt lé kat koloni an départman é la zot té i krwa èk la lwa, nou noré i l'égalité tou d'suit. Or zordi ousa ni lé ? ou nou lé randi ?

Apré 70 an. Nout péi lé an sharèt shaviré ou sinnonsa lé drwat ? Esk nou pé di nou lé konm la ba, si tout séktèr ? Esk lo kontra la été réspékté ? Zordi ankò bann jènn lé an kolèr é zot i fé war. Kosa ni propoz a zot ? Mi krwa nou la arash ti ginn par ti ginn, aforsse batay, mé mwin lé pa sir nou la fé tout. Pou l'lékipman nout péi, nou lé lwin, pou nout dévlopman nou lé dérièr, travay la pwin, shomaz lé pli for k'laba, l'iniversité nou lé dernie, ryink anplwa d'avnir... I pouwa pa règ tout èk sa. Sanm pou mwin lo kont lé fo, i mank.

Kan mi di sa, mwin la pa di ni dwa rosanm banna pwin po pwin, pa ditou. Mi di ni dwa èt nou mèm, fé nout n'afèr nou mèm, dévlop nout péi nou mèm, mi krwa plisk zamé ni dwa rogard dovan, anon èt dign bann dépité la, désèr l'anryaz légalité, lo moman lé v'ni po mèt lo pié si l'akséleratèr légalité zistoman, l'ané ki vyin i pé èt in bon l'ané pou nou, mwa d'mars, mwa désanm, ni dwa èt la. Banna i di 2015 sé l'ané de tou lé danzé pou nou. Lès pa pésonn fé po nou, odrémié ni fé nou mèm.

Justin